



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

fioul

Question écrite n° 53827

Texte de la question

M. Jacques Masdeu-Arus * appelle l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur la hausse du prix du pétrole, qui a de fortes répercussions sur le prix du fioul domestique. Alors que le Gouvernement a pris des mesures visant à limiter les effets de cette hausse pour les utilisateurs d'électricité et de gaz, rien n'a été envisagé pour les onze millions de personnes qui utilisent le fioul pour se chauffer. En effet, le fioul demeure la seule énergie de chauffage domestique pénalisée par une taxe intérieure sur les produits pétroliers. Considérant que l'équité fiscale pour le chauffage des ménages est une demande légitime, il lui demande de bien vouloir lui indiquer les mesures qu'il entend prendre pour corriger cette situation.

Texte de la réponse

Il convient tout d'abord de préciser que le fioul domestique ne se trouve pas dans une situation atypique en matière de taxation. En effet, l'article 265-3 du code des douanes national prévoit que tout hydrocarbure destiné à être utilisé comme combustible est assujéti à la taxe intérieure de consommation. Ce principe de taxation sera en outre étendu lors de la transposition de la directive 2003/96/CE « restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité » aux produits dits énergétiques. Par ailleurs, le niveau d'imposition de ce produit, taxé en France à hauteur de 5,66 EUR/hl, se situe dans la moyenne des taux pratiqués par l'ensemble des États membres de l'Union européenne. Certes, en raison même de son niveau réduit de taxation, le fioul domestique s'est révélé plus sensible aux variations des cours du pétrole survenues en 2004 que d'autres produits pétroliers plus imposés et ayant bénéficié, de ce fait, de l'effet de l'amortisseur fiscal. Toutefois, alors même que les cours du pétrole sont actuellement orientés à la baisse et que la parité euro-dollar demeure favorable à la monnaie européenne, toute baisse de la fiscalité sur ce produit serait hautement préjudiciable pour l'équilibre des finances publiques. Une baisse du taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers sur le fioul domestique à usage combustible n'est donc pas possible, s'agissant d'un produit qui, en ce qu'il est destiné au chauffage des ménages, est d'ores et déjà sept fois moins taxé que son équivalent destiné à la carburation, le gazole, actuellement imposé au taux de 41,69 EUR/hl.

Données clés

Auteur : [M. Jacques Masdeu-Arus](#)

Circonscription : Yvelines (12^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 53827

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 21 décembre 2004, page 10147

Réponse publiée le : 8 février 2005, page 1363